

Lancement de l'initiative Climate Smart Agriculture. 24 septembre 2014.

Intervention d'Annick Girardin, secrétaire d'état au développement et à la francophonie.

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravie d'être parmi vous cet après-midi, sur un sujet qui illustre parfaitement la dynamique que nous devons créer pour **répondre en même temps aux enjeux de lutte contre la pauvreté et de préservation de la planète**. L'agriculture est en effet l'un des domaines où les enjeux sont profondément entremêlés, entre le besoin de sécurité alimentaire, la lutte contre la malnutrition et les enjeux d'adaptation et d'atténuation face au dérèglement climatique.

La France est un grand pays agricole, qui sera aussi président de la COP21 en 2015. A ce titre, nous ne pouvons que **nous féliciter du nombre d'initiatives présentées lors du Sommet**. Ces initiatives produiront, j'en suis certaine, des résultats concrets au bénéfice des populations vulnérables.

Concernant la *Climate smart agriculture initiative*, je voudrais tout d'abord remercier les différentes parties prenantes qui ont permis la création et le lancement de l'Alliance. **L'agriculture a une place à part entière dans la lutte contre le dérèglement climatique** aussi bien parce qu'elle peut contribuer à réduire les émissions que parce que c'est l'un des secteurs les plus exposés aux impacts. Si beaucoup reste encore à faire, nous avons des bases solides pour commencer à travailler et construire une Alliance consensuelle sur un sujet crucial et délicat.

Cependant, compte tenu de la complexité du sujet, ce n'est qu'en **travaillant de manière ouverte et transparente**, en prenant en compte la diversité des sensibilités que nous réussirons.

L'Alliance continue à **susciter de la méfiance au sein de la société civile** et chez certains grands pays agricoles et nous devons être à l'écoute.

Des questions telles que **la gouvernance de l'Alliance** doivent être rapidement clarifiées, pour permettre un fonctionnement transparent et équilibré, permettant à tous de s'exprimer.

Le concept d'agriculture climato-intelligente doit aussi être scientifiquement fondé. Nos organismes de recherche sont très actifs sur ces questions, et je tiens à signaler ici la conférence scientifique « Climate-smart agriculture » qui sera organisée en France du 16 au 18 mars 2015. L'Alliance gagnera en crédibilité en s'appuyant sur les échanges qui auront lieu à cette occasion. Nous avons de nombreux débats, et parfois des visions différentes sur le rôle et les risques de certaines pratiques, comme les OGM, le recours aux agrocarburants. Ces débats ne doivent pas être ignorés. Ils doivent être traités avec l'appui de

la connaissance scientifique, et en pleine association avec les acteurs, qu'il s'agisse de la société civile ou des organisations paysannes. Il nous faut veiller à ne pas tout cautionner au nom de la lutte contre le dérèglement climatique, et à bien nous assurer que les solutions que nous mettrons en place ne créent pas plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Enfin, en tant que future présidente de la COP21, la France sera particulièrement attentive à ce que **l'Alliance** joue pleinement son rôle pour accélérer l'action dans le domaine agricole, mais qu'elle **ne vienne pas interférer et se substituer aux négociations climat**.

La France s'engage au plan national et à l'international pour promouvoir une agriculture climato-intelligente, fondée sur une approche agro-écologique et s'appuyant sur le modèle de l'agriculture familiale. C'est une **agriculture d'avenir, innovante et performante qui vise à produire plus et mieux**.

Au plan national, la France est pleinement engagée dans une transition vers une agriculture climato-intelligente. Nous visons à ce qu'une majorité des exploitations françaises soit engagée dans l'agroécologie à horizon 2025. L'ACSA nous permettra de partager notre expérience avec ceux qui le souhaitent.

La mobilisation de la France en faveur d'une agriculture climato-intelligente passe aussi par un **engagement fort à l'international**.

Au niveau de notre appui bilatéral, 50% des engagements de l'Agence Française de Développement ont désormais des co-bénéfices en matière de lutte contre les dérèglements climatiques. A titre d'exemple, près d'un tiers des projets d'adaptation financés en 2013 sont liés à l'agriculture.

Pour conclure, la France considère que l'Alliance a un véritable rôle à jouer pour soutenir l'émergence d'une agriculture intelligente face au dérèglement climatique, qui permette une augmentation durable de la production, tout en s'adaptant au changement climatique, et en réduisant ses émissions. C'est dans cet esprit que la France s'engage au sein de cette initiative, et qu'elle accompagnera son évolution.